



Site languages [en] French ▼

Categories

- [Welcome](#)
- [Who are we ?](#)
- [Items](#)
- [Publications](#)
- [Reference texts](#)
- [Newsletter](#)
- [Other publications and interventions of the TANY Collective](#)

[Home](#) > [Newsletter](#) > **Newsletter n°183**

October 16, 2022

[admin 2](#)

Newsletter n°183

BUT WHAT IS HAPPENING IN BAS-MANGOKY IN MADAGASCAR?

One year from the end of the presidential term, Malagasy leaders are preparing to present Madagascar's Emergence Plan to the public. An important part of this Plan consists in attracting investors, mainly foreign, in the agribusiness sector. However, the suspension of a project to make 60,000 ha available to an agribusiness company in Bas-Mangoky has just been announced.

This statement will outline the reasons for this suspension, some facts about this area and the lessons we propose to learn from the current situation.

Why is the 60,000 ha project suspended?

The Malagasy Minister of Agriculture and Livestock held a press conference on October 10, 2022 relating to investors from Bas-Mangoky in southwestern Madagascar. According to the media present, he announced that the 60,000 ha exploitation project is “suspended”. Journalists do not cite the name of the investor concerned, but observers have all recognized the Emirati company Elite Agro LLC with which the previous Minister of Agriculture announced the signing of a Memorandum of Understanding in January 2020. (1)

In fact, according to the words of the Minister reported in the press, the investors would like *"the Malagasy State to put in place the facilities"* necessary for their establishment on the site and *"commit to certain development projects"*, *"this which is currently the case"*, according to the Minister who also mentions *"pedological studies"* to know the structures of the soil.

The Minister *"also mentions a difficult and risky sector given the vagaries of the climate to explain investors' apprehensions about getting involved in agribusiness"* (2).

It is very surprising that these investors suddenly raise these world famous problems of insufficient rainfall in the South, climate change creating hazards for agricultural production in Madagascar and the precarious means of communication on the whole island. .

These investor demands reported by the authorities seem outrageous and raise various questions:

Will the Malagasy leaders agree to carry out preliminary arrangements for a multinational company which probably has the capacity to do them itself? (3) . And this in order to produce agricultural commodities on Malagasy soil, according to a Memorandum of Understanding, the exact terms of which have still not been disclosed to the farmers of the area concerned, or to the public? Should the Malagasy, through the State, “subsidize” this project which at the same time deprives them of their nourishing lands?

This situation is reminiscent of what is happening in Sierra Leone, where the government will pay for the first four years of the lease granted to Elite Agro to cultivate rice on 15,000 ha (4) .

Le contenu du discours du Ministre pendant le point de presse relance les questionnements et les suspicions sur les liens envisagés entre la rive gauche et la rive droite du fleuve dans la zone dénommée Bas-Mangoky.

Quelle relation avec les aménagements de l'autre rive du fleuve Mangoky ?

Alors que les 60.000 ha prévus pour la société Elite Agro se situent sur la rive droite du fleuve, de l'autre côté se trouvent les aménagements du Bas-Mangoky mis en œuvre depuis le début des années soixante et financé à partir des années 2000 par la Banque Africaine de Développement (BAD) à hauteur de plusieurs dizaines de millions de dollars US destinés à l'installation de familles malagasy souhaitant s'engager dans l'agriculture. (5)

En mai 2022, un « accord de prêt à hauteur de 2,4 millions de dollars pour le financement de l'étude de faisabilité du projet Pôle de développement agricole de la rive droite du delta de Bas-Mangoky » a été signé entre l'Etat malagasy et le groupe de la BAD (6). Ce prêt, concernant explicitement l'agropole destinée à Elite Agro, sur la rive droite, avait déjà soulevé l'indignation des citoyens défenseurs des terres malagasys, sachant qu'un décret de création des agropoles à Madagascar en 2019 mentionnait que l'adoption de ce décret par le gouvernement était une condition du décaissement de la 3^e tranche du Programme d'Application de la Compétitivité Economique (PACE) III par la BAD.

Puis en septembre 2022, des représentants des exploitants de la rive gauche du fleuve Mangoky ont protesté contre la nouvelle décision de l'Etat sur le partage des terrains, entre les paysans qui les ont exploités et l'Etat. Dans « la convention initiale, les bénéficiaires devaient rester propriétaires de 75% des terres » qu'ils ont exploités et cédé 25% à l'Etat. Une nouvelle disposition aurait été prise suite à l'application d'une dénommée « valeur vénale » qui inverse les proportions. Le porte-parole des paysans qualifie d'injuste ce changement qui va faire que les exploitants malagasy pourront bénéficier seulement de 25% de la surface qu'ils ont exploitée avant les travaux d'aménagement effectués par le financement de la Banque Africaine de Développement sur cette plaine. (7)

Un media en langue malagasy signale le 11 octobre qu'un « Comité des Sages » chargé du suivi de l'avenir du Bas-Mangoky a transmis une lettre ouverte à la BAD concernant la contestation par les paysans du nouveau mode de répartition des terres et l'avertissant d'une possible explosion de la colère de la population (8).

Sachant que les terrains destinés aux investisseurs doivent d'abord être enregistrés au nom de l'Etat, qui les louera - ou les prêtera comme dans le cas d'Elite Agro - aux entreprises souvent étrangères, nous craignons fortement que les aménagements hydro-agricoles destinés aux paysans malagasy ne soient en train d'être attribués à l'usage des investisseurs étrangers, émiratis ou non. Ces aménagements ont pourtant été financés par la BAD sous forme de dettes que les générations malagasy futures mettront des décennies à rembourser,

Quelles leçons tirer de la situation actuelle ?

Nous espérons que cet incident survenu au milieu du grand engouement des décideurs et hauts dirigeants malagasy pour les investisseurs étrangers les a convaincus du caractère vraiment indispensable des infrastructures hydro-agricoles et de la maîtrise de l'eau, pour la production agricole, notamment la riziculture, puisque de richissimes investisseurs expérimentés en agriculture sous divers climats dans le monde comme Elite Agro les réclament.

Les lourds investissements en termes de grands systèmes d'irrigation et de routes ne sont pas à la portée des paysans malagasy, à côté de l'insuffisance de superficies de terrains dont ils disposent, pour qu'ils puissent

produire une quantité suffisante pour l'alimentation de leurs familles et l'approvisionnement du marché local.

Si l'Etat entreprend partout ces grands travaux, et en fait profiter les millions de petits exploitants nationaux, les paysans malagasy pourront mieux assurer leur travail sur leurs petites ou moyennes superficies et les dirigeants ne seront pas à la merci des investisseurs étrangers qui semblent exiger que l'Etat malagasy leur apporte tout sur un plateau et eux ne feraient qu'assurer la production en fournissant un nombre d'emplois limité aux conditions de travail pas forcément acceptables, puisque tout sera fortement mécanisé.

Le Ministre dit clairement que seule une partie des récoltes sera vendue à l'Etat malagasy. On ne sait pas à quel prix. On ne sait pas non plus si leur prix de revente par l'Etat sur le marché national sera abordable pour les simples citoyens malagasy qui auront cédé leurs terres aux investisseurs, via l'Etat, « à l'amiable » ou dans le cadre d'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'ensemble des données montre que, dans la zone du Bas-Mangoky, pour faire plaisir aux investisseurs étrangers dans l'agribusiness, les dirigeants malagasy sont déterminés à sacrifier les bonnes intentions du passé d'attribuer des terrains et des infrastructures hydro-agricoles aux paysans malagasy. La conférence de presse du Ministre peut signifier que tout ne fonctionne pas comme le souhaitent les dirigeants au niveau de l'enthousiasme des investisseurs. Mais ce point de presse pourrait aussi surtout avoir visé une information du public sur la décision des dirigeants de se plier aux exigences des investisseurs étrangers, et probablement des bailleurs de fonds qui financent les différents aménagements d'irrigation et la construction de routes dans la zone.

Conclusion

L'Etat et la population malagasy sont les grands perdants de l'ensemble de cette stratégie nationale d'agribusiness en cours d'application. L'appui prioritaire sur les investisseurs étrangers pour assurer l'« autosuffisance alimentaire » des Malagasy semble tellement dans l'impasse que le Ministre a précisé qu'il ne baisserait pas les bras mais continuerait à chercher des investisseurs internationaux tout en mobilisant les investisseurs malagasy.

De notre côté, nous continuons à soutenir les paysans malagasy dans leurs revendications auprès des décideurs pour avoir un meilleur accès à la terre et obtenir les appuis nécessaires au niveau des infrastructures pour rendre leur travail plus rémunérateur et sortir la majorité de la population malagasy de la famine qui menace. Nous réitérons notre plaidoyer auprès des hauts dirigeants de l'Etat malagasy pour un changement de stratégie dans la lutte contre la famine et l'insécurité alimentaire à Madagascar et de privilégier le soutien et l'accompagnement des producteurs de l'agriculture familiale paysanne malagasy.

15 octobre 2022

Collectif pour la défense des terres malagasys – TANY patrimoine.malagasy@yahoo.fr ; www.terresmalagasys.info ; www.facebook.com/TANYterresmalagasys ; @CollectifTany

Références :

- (1) <https://youtu.be/KE4Q4z0Vuas> <https://www.madagascar-tribune.com/Non-a-%CC%80-la-mise-a-%CC%80-disposition-de-60-000-hectares-de-terres-a-la-societe.html> ; <https://www.farmlandgrab.org/post/view/29481-renforcement-du-refus-du-projet-elite-agro-llc-dans-le-bas-mangoky>
- (2) <https://www.farmlandgrab.org/31185>
- (3) <https://www.yasholding.ae/elite-agro/>
- (4) <https://www.farmlandgrab.org/31187>
- (5) <https://www.afdb.org/fr/projects-and-operations/selected-projects/lower-mangoky-irrigation-area-rehabilitation-project-66> <https://midi-madagasikara.mg/2016/09/06/rice-growing-perimeter-low-mangoky-became-high-production-granary/>

(6) <https://2424.mg/cooperation-trois-accords-de-financement-signes-entre-madagascar-et-la-banque-africaine-de-developpement-a-accra-dont-un-pret-de-24-million-dollars-for-lower-mangoky/>

(7) <https://midi-madagasikara.mg/2022/09/29/proprietes-foncieres-les-paysans-dambahikily-contestent-la-gestion-de-la-plaine-de-bas-mangoky/>).

(8) <https://www.tiatanindrazana.mg/sosialy/fanitarana-ani-bas-mangoky-mampitandrina-ny-komitinny-olon-kendry-52965.php>

Headings

- [Who are we ?](#)
- [Items](#)
- [Publications](#)
- [Reference texts](#)
- [Newsletter](#)
- [Other publications and interventions of the TANY Collective](#)

To research

Same section

- [Newsletter n°183](#)
- [Filazam-baovao faha-182 \(MLG\)](#)
- [Newsletter n°182](#)
- [Newsletter n°181 \[FR\]. CLARIFICATION AND CLARIFICATION](#)
- [Filazam-baovao faha-181 \[MLG\]. FANAZAVANA SY FANITSIANA](#)
- [Newsletter#180 \(FR\). WHAT RELATIONS AND CONTRADICTIONS BETWEEN THE NATIONAL SYMPOSIUM ON LAND AND THE NATIONAL CONFERENCE FOR FOOD SELF-SUFFICIENCY IN MADAGASCAR?](#)
- [Filazam-baovao faha-180 \(MLG\). INONA NO FIFANDRAISANA SY FIFANOHERANA EO AMIN'NY FIKAONANDOHAM-PIRENENA MOMBA NY FANANANTANY SY NY FIVORIAMBEM-PIRENENA HO AN'NY FAHAVITAN-TENA ARA-TSAKAFO ETO MADAGASIKARA?](#)
- [Filazam-baovao faha-179. NY FAMPITAMBARAM-PAMBOLENA \(NA« AGRÉGATION AGRICOLE »\) AO ANATIN'NY PAIKADIM-PIRENENA MOMBA NY FAMBOLENA FEHEZIN'NY MPANGORON-KARENA \("STRATÉGIE NATIONALE DE L'AGRIBUSINESS"\) ETO MADAGASIKARA](#)
- [Newsletter 178 \(ENG\). DO THE INTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS WANT TO REDUCE POVERTY AMONG THE MALAGASY PEOPLE OR THE OPPOSITE ?](#)
- [Filazam-baovao faha-178 \(MLG\). MIKENDRY NY HAMPIHENA NY FAHANTRAN'NY MALAGASY MARINA VE IREO MPANDRAHARAHA ARA-BOLA IRAISAM-PIRENENA SA NY MIFANOHIRA AMIN'IZANY ?](#)

Mots-clés

- [Une](#)

Articles Populaires

- [Newsletter n°153 \[ENG\] \(100 %\)](#)
- [NEWSLETTER #133 \(FR\) *Solidarité des intervenants sur le Foncier \(SIF\) *Collectif pour la défense des terres malgaches " TANY COMMUNIQUÉ. POUR UNE LIBÉRATION IMMÉDIATE DES NEUF HABITANTS D'AMPALAHA SOAVINANDRIANA, EN ATTENTION PROVISOIRE \(84 %\)](#)

- [Newsletter n° 90](#) par Admin (40 %)
- [Newsletter n° 27](#) par Admin (34 %)
- [Newsletter n°183](#) par Admin 2 (33 %)

Sites

- [Analanjirifo : Facilitation](#)
- [Pétition pour la libération](#)
- [SIF - FONCIER A MADAGASCAR](#)
- [Antsiranana / Tany namidy \(...\)](#)
- [Accusé par la société \(...\)](#)
- [Improving communication \(...\)](#)
- [Quid de la société chinoise ?](#)
- [Ilafy-Avaradrano : Litiges](#)
- [HANJAKAN'NY VAHINY NY TANY \(...\)](#)
- [Mahambo - Grogne des propriétaires](#)
- [Ady tany Ministra FAT roa \(...\)](#)
- [Circulaire procédure terrain-gr](#)
- [Bulletin Touraine Madagascar](#)
- [DAEWOO : article sur Madagate](#)
- [Daewoo à Madagascar : "Bonne](#)
- [Daewoo se paie Madagascar \(...\)](#)
- [Economie | Affaire Daewoo \(...\)](#)
- [Food crisis and the global](#)
- [Global Voices en Français \(...\)](#)
- [GRAIN | Main basse sur \(...\)](#)
- [JUSTICE À MADAGASCAR](#)
- [La Corée vient de louer \(...\)](#)
- [La dernière extravagance \(...\)](#)
- [L'Afrique à vendre%... : \(...\)](#)
- [Le Foncier à Madagascar](#)
- [NSAE : Daewoo s'apprête \(...\)](#)
- [OGM - GazetyNety](#)
- [Procédures "Foncier" \(...\)](#)
- [South Korean company takes](#)
- [Survie Midi Pyrénées](#)

 | [Se connecter](#) | [Plan du site](#) |  [RSS 2.0](#)

Visual design © [Maparaan](#) / [Padd Solutions](#) under [GNU General Public License](#)